

LETTRE ADRESSEE PAR L'AMBASSADEUR DE BELGIQUE A WASHINGTON, D.C.,  
AU SECRETAIRE GENERAL, EN DATE DU 9 SEPTEMBRE 1946  
ET NOTE CI-ANNEXEE

Ambassade de Belgique

D. 2470

No 7712

1 annexe.

Washington, le 9 septembre 1946

Monsieur le Secrétaire général,

Conformément aux instructions de mon Gouvernement, j'ai  
l'honneur de vous prier de vouloir bien communiquer aux  
instances compétentes de l'Organisation des Nations Unies la  
note dont le texte est ci-joint, relative à l'affaire Degrelle.

Je saisis cette occasion de vous renouveler, Monsieur le  
Secrétaire général, les assurances de ma très haute considération.

L'Ambassadeur de Belgique,

/s/ Silvercruyts

Monsieur le Secrétaire général des Nations Unies,  
Lake Success,  
Nassau County, N.Y.

Au mois de mai 1946, répondant à la demande exprimée par la Commission d'enquête chargée par le Conseil de sécurité de l'ONU d'examiner le cas de l'Espagne, le Gouvernement belge a eu l'honneur de lui faire parvenir un mémoire concernant le traître Léon Degrelle.

L'affaire DEGRELLE vient d'avoir de nouveaux développements, que le Gouvernement belge croit utile de soumettre à l'appréciation des organes de l'ONU qui seront appelés dans l'avenir à examiner la question espagnole.

Le 22 août dernier, le Chargé d'affaires de Belgique à Madrid a été averti que DEGRELLE avait été, la veille, invité à quitter l'Espagne dans un délai de 8 jours et qu'il était à cet effet placé sous un régime de liberté surveillée.

Le 24 août, il fut communiqué au Chargé d'affaires de Belgique que DEGRELLE, durant la nuit du 21 au 22 août, avait exécuté l'ordre qui lui avait été donné.

Malgré toutes les démarches faites auprès de lui, le Gouvernement espagnol refuse de donner le moindre détail sur la disparition de DEGRELLE : refuse d'indiquer par quelle frontière et avec quel moyen DEGRELLE aurait quitté l'Espagne, permettant d'ailleurs ainsi de supposer que DEGRELLE n'a pas quitté ce pays et qu'il s'y cache avec le consentement des Autorités espagnoles.

Ce silence persistant du Gouvernement espagnol doit être considéré comme une véritable complicité qui s'est établie entre le traître belge et lui. Il est dans tous les cas la manifestation indiscutable de la volonté du Gouvernement espagnol de couvrir la fuite de DEGRELLE et d'empêcher ainsi dans la mesure des possibilités que la justice belge se saisisse du criminel qu'elle recherche.

L'aide ainsi publiquement et officiellement donnée à DEGRELLE est une nouvelle manifestation des sentiments d'amitié que le Gouvernement du Général Franco témoigne à ceux qui, pendant la guerre, se sont

rangés aux côtés de l'Allemagne nazie et de sa volonté de les aider à échapper à un sort qu'ils ont mérité par les crimes politiques et de droit commun qu'ils ont perpétrés.

Il semble au Gouvernement belge que l'attitude de complicité du Gouvernement espagnol à l'égard d'un traître comme DEGRILLE, agent des Puissances de l'Axe pendant la guerre, est de nature à créer un trouble réel en Europe et à menacer la sécurité des nations démocratiques victorieuses.

---

